



La croissance revient mais ne décolle pas

L'activité de Rhône-Alpes peine à repartir franchement. L'année touristique 2014 débute avec un net recul de l'activité hôtelière. Les mises en chantier baissent plus sensiblement qu'en fin d'année dernière et sont passées sous leur point bas de 2010. Cependant, le dynamisme de Rhône-Alpes ne se dément pas, et plusieurs indicateurs sont mieux orientés dans la région qu'au niveau national. Ainsi, les exportations rebondissent au premier trimestre 2014, alors qu'elles ont ralenti dans l'ensemble du pays. Le taux de chômage augmente modérément, et reste inférieur de plus d'un point au niveau national. Enfin, l'emploi fléchit légèrement, mais, là encore, la baisse est plus contenue dans la région qu'ailleurs. La construction renoue avec les gains d'emploi, et les services, hors intérim, gagnent des salariés pour le troisième trimestre consécutif. L'emploi intérimaire chute cependant, c'est pourquoi l'emploi salarié privé total perd finalement 2 350 salariés. Les départements alpins sont les plus concernés par les pertes d'emploi.

Pierre-Jean Chambard, Michel Poinard, Insee

Rédaction achevée le 8 juillet 2014

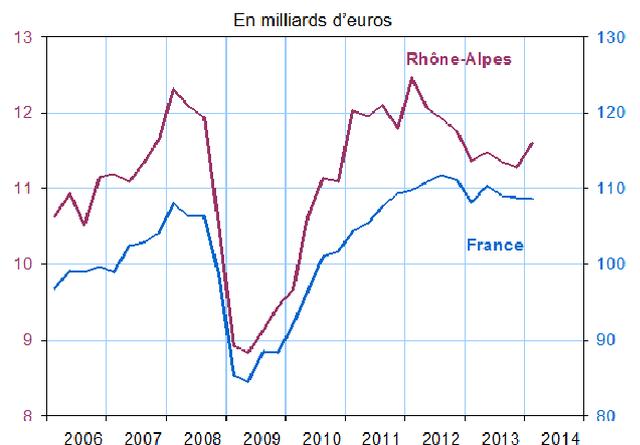
Les exportations de Rhône-Alpes rebondissent au premier trimestre 2014

Les **exportations** de Rhône-Alpes augmentent de +2,8 % au **premier trimestre 2014** (11,6 milliards d'euros en données corrigées des variations saisonnières), dépassant de +2,1 % le montant atteint au premier trimestre 2013. Au niveau France entière, les exportations se replient de -0,2 % en un trimestre (108,6 milliards d'euros) mais restent supérieures de +0,4 % à ce qu'elles étaient début 2013.

En Rhône-Alpes, sur les quatre derniers trimestres cumulés (du deuxième de l'année 2013 au premier de 2014), le secteur des matériels de transport progresse de +2,4 % et celui des équipements mécaniques et matériels électriques de +0,7 %. En revanche, les exportations de produits métallurgiques et métalliques reculent de -5,2 %.

Sur la même période, les exportations augmentent de +0,8 % vers la zone Euro, de +1,5 % à destination du continent américain et de +0,3 % vers l'Asie. En ce qui concerne les pays européens hors Union économique, elles affichent une diminution de -1,7 %.

1 Évolution des montants des exportations



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.
Source : Douanes

Les mises en chantier sont passées sous le plancher 2010

Au **premier trimestre 2014**, les **mises en chantier** de logements baissent plus nettement que fin 2013 (- 7,7 %, contre - 5,1 %), atteignant un niveau de 37 000 logements commencés en rythme annuel.

Pour l'ensemble de la France métropolitaine, la diminution est moins rapide puisqu'elle est de - 2,7 % (soit un niveau de 315 000 logements commencés annuellement).

2 Évolution du nombre de logements commencés



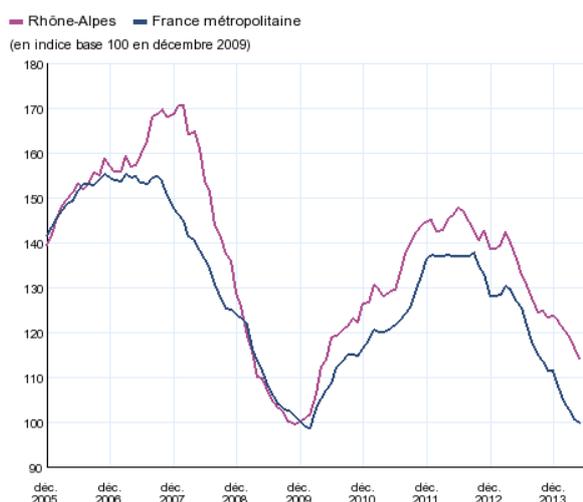
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

Source : SoeS, Sit@del2

La baisse des **autorisations de construire** ralentit au cours du **premier trimestre 2014** (- 2,5 % après - 2,9 %), ramenant le niveau à 54 000 logements autorisés en rythme annuel.

Pour l'ensemble de la France métropolitaine, la diminution est plus sensible (- 6,3 %, soit un niveau de 391 000 logements autorisés en rythme annuel, après - 5,1 % au dernier trimestre 2013). Ces baisses se poursuivent en avril et mai 2014.

3 Évolution du nombre de logements autorisés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois

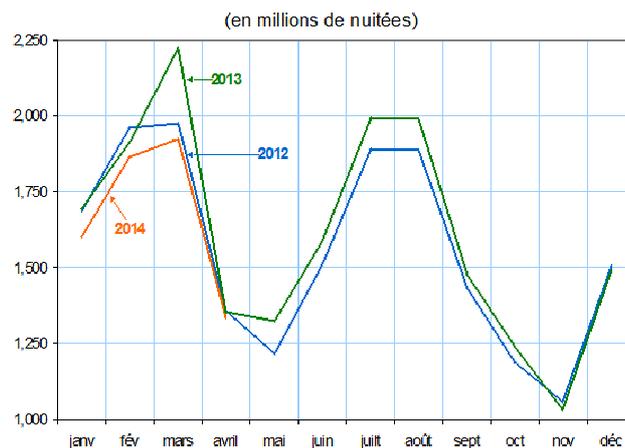
Source : SoeS, Sit@del2

L'année touristique 2014 débute avec un net recul de l'activité hôtelière

Au **premier trimestre 2014**, la **fréquentation hôtelière** de Rhône-Alpes s'établit à 5,4 millions de nuitées, en baisse de - 7,7 % par rapport au premier trimestre 2013 (5,8 millions de nuitées). C'est le département du Rhône qui accuse le recul le plus important (- 13,5 %), avec l'Isère (- 9,3 %) et la Savoie (- 7,5 %), tandis qu'en Haute-Savoie, la diminution est limitée à - 2,6 %.

La baisse du taux d'occupation (nombre de chambres occupées par rapport au nombre de chambres offertes) se chiffre à - 5 points, passant de 60 % à 55 %. La part des nuitées étrangères, qui avait augmenté au cours des années 2012 et 2013, s'est stabilisée début 2014 à 31 %.

4 Nombre de nuitées mensuelles dans l'hôtellerie



Notes : données mensuelles brutes.

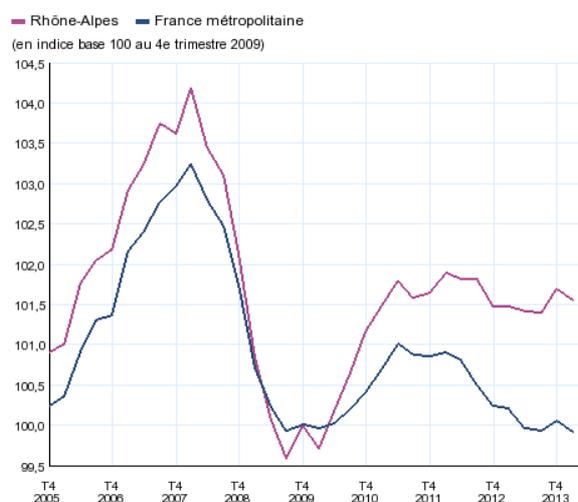
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2012 ont été rétroajustées.

Sources : Insee ; DGCIS ; partenaires régionaux

Les départements alpins perdent des emplois

L'**emploi salarié marchand non agricole** fléchit légèrement au 1^{er} trimestre 2014 (- 0,1 %), soit 2 350 postes en moins, la baisse est cependant plus contenue qu'au niveau national (- 0,2 %). Sur un an, l'emploi résiste mieux en Rhône-Alpes (+ 0,1 %, soit 1 250 emplois supplémentaires), que dans l'ensemble de la France métropolitaine (- 0,3 %).

5 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

6 Évolution de l'emploi salarié privé par secteur (hors agriculture)

Secteur d'activités	Effectif au 1 ^{er} trimestre 2014	Évolution par rapport au 4 ^e trimestre 2013		
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)
Industrie	405 000	- 550	- 0,1	- 0,2
Construction	153 950	+ 350	+ 0,2	- 0,3
Tertiaire marchand (1)+(2)+(3)	1 077 750	- 2 150	- 0,2	- 0,2
(1) Commerce	306 000	- 1 000	- 0,3	- 0,1
(2) Services hors intérim	708 000	+ 2 250	+ 0,3	+ 0,1
(3) Intérim	63 750	- 3 400	- 5,0	- 4,8
Ensemble	1 636 700	- 2 350	- 0,1	- 0,2

Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emploi

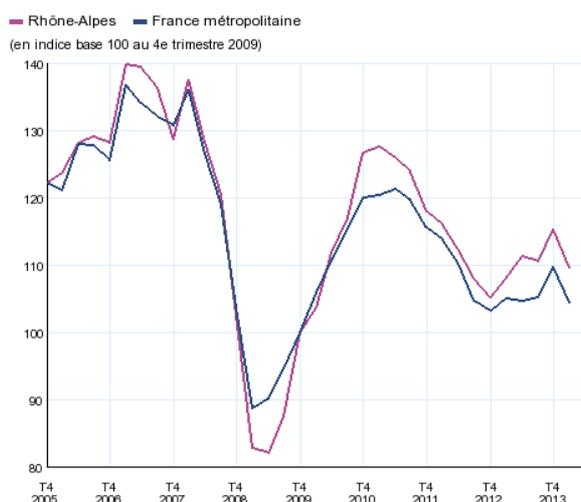
Les départements savoyards, qui enregistraient de fortes progressions d'emploi fin 2013, sont ceux pour lesquels les pertes les plus importantes sont à déplorer ce trimestre : - 0,8 % pour la Savoie, et - 0,7 % pour la Haute-Savoie. La régression est nettement plus forte pour l'Isère (- 0,6 %). L'emploi ne varie quasiment pas dans la Loire. Les autres départements gagnent des salariés, mais les gains sont modestes : + 0,2 % pour le Rhône, + 0,1 % pour l'Ain, l'Ardèche et la Drôme.

En glissement annuel, les départements de la Loire (- 1,1 %), de l'Ardèche et de la Savoie (- 0,7 %) enregistrent les plus fortes pertes d'emploi. L'Isère (- 0,3 %) voit également diminuer son nombre de salariés. La Drôme et la Haute-Savoie maintiennent leur niveau d'emploi sur les 12 derniers mois, tandis que l'emploi salarié privé est à la hausse dans l'Ain (+ 0,6 %) et le Rhône (+ 0,7 %).

Fort repli de l'intérim

À l'exception d'un léger fléchissement au 3^e trimestre, l'intérim a progressé tout au long de l'année 2013, pour un gain total de 6 000 emplois. Début 2014, l'emploi intérimaire chute dans la région (- 5,0 %, soit 3 400 postes en moins), et contribue au léger fléchissement de l'emploi total. Le repli est du même ordre de grandeur au niveau national (- 4,8 %).

7 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées en variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Nouvelle hausse de l'emploi dans les services marchands hors intérim

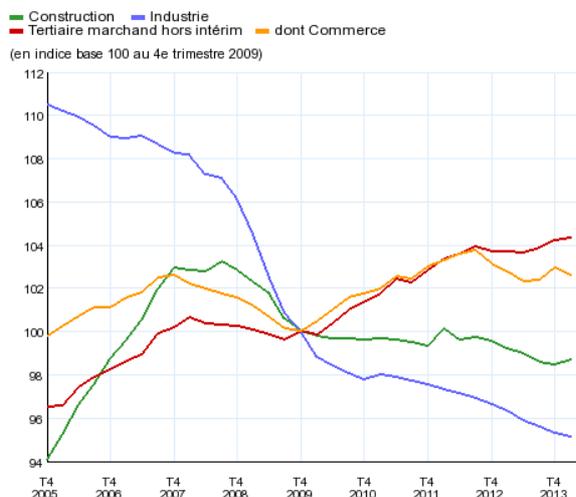
La régression de l'emploi salarié dans le **secteur industriel** se poursuit, mais à un rythme plus modéré qu'au cours des précédents trimestres (- 0,1 %, soit - 550 postes). L'emploi industriel régresse un peu plus sensiblement au niveau national ce trimestre (- 0,2 %). Sur un an, la baisse atteint - 1,2 % dans la région, soit 5 000 emplois perdus, et - 1,4 % pour la France métropolitaine.

Après cinq trimestres consécutifs de baisse, le secteur de la **construction** renoue avec les gains d'emploi. Ceux-ci restent modestes (+ 0,2 %, soit 350 emplois gagnés), mais la situation est meilleure dans la région qu'au niveau national (- 0,3 %). En glissement annuel, les pertes sont de l'ordre de 850 postes, soit une baisse de - 0,5 %, nettement inférieure à celle enregistrée en France métropolitaine (- 1,4 %).

L'emploi était reparti à la hausse dans le **commerce** fin 2013. Le secteur accuse des pertes ce trimestre (- 0,3 %, soit 1 000 postes en moins). Celles-ci sont plus fortes dans la région qu'au niveau national (- 0,1 %). Sur un an, le secteur perd 550 emplois, soit une baisse de - 0,2 %, comme pour l'ensemble de la France métropolitaine.

Pour le troisième trimestre consécutif, le secteur des **services marchands hors intérim** gagne de l'ordre de 2 000 emplois. Les gains s'élèvent à 2 250 postes pour le 1^{er} trimestre 2014, soit une progression de + 0,3 %, plus importante qu'au niveau national (+ 0,1 %). En glissement annuel, la situation est nettement plus favorable dans la région (6 750 emplois supplémentaires, soit + 1,0 %) qu'au niveau national, où la progression ne dépasse pas + 0,3 %.

8 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières

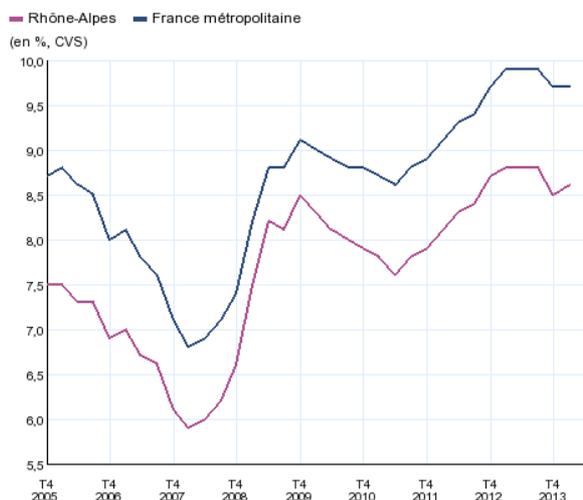
Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage augmente de 0,1 point

Au cours du **premier trimestre 2014**, le **taux de chômage** en Rhône-Alpes progresse d'un dixième de point, à 8,6 % de la population active, faisant suite à une baisse de - 0,3 point au quatrième trimestre 2013. Les niveaux du premier trimestre 2014 se situent à 0,3 point de ceux atteints un an plus tôt, pour Rhône-Alpes comme pour l'ensemble de la France métropolitaine. Toutefois, le taux de chômage rhônalpin est plus faible de 1,1 point que le niveau national (9,7 %).

9 Taux de chômage



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage localisé (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

L'augmentation du **taux de chômage** du **premier trimestre 2014** est du même ordre de grandeur (+ 0,1 point) dans les différents départements de Rhône-Alpes. Deux départements (la Haute-Savoie et l'Ain) enregistrent des niveaux inférieurs à ceux de la fin 2009, au pire de la crise, tandis que deux autres (l'Ardèche et la Drôme) affichent une hausse. Rhône-Alpes fait partie des cinq régions métropolitaines où le taux de chômage est le plus bas au début 2014.

10 Taux de chômage dans les départements de Rhône-Alpes

	Taux (en %)	Évolution sur 1 an (en point)
Drôme	10,6	- 0,4
Ardèche	10,5	- 0,3
Isère	8,1	- 0,3
Rhône	9,0	- 0,3
Ain	6,9	- 0,3
Haute-Savoie	7,2	- 0,2
Loire	9,8	- 0,2
Savoie	7,6	0,0
Rhône-Alpes	8,6	- 0,2
France métropolitaine	9,7	- 0,2

Note : Ordre décroissant des évolutions sur un an

Source : Insee, taux de chômage localisés

Contexte national - La croissance revient mais ne décolle pas

Au premier trimestre 2014, l'activité stagne. La croissance reviendrait en France au deuxième trimestre (+ 0,3 %). Au second semestre, la croissance resterait moyenne (+ 0,3 % par trimestre). Au total, le PIB progresserait de 0,7 % en 2014, après + 0,4 % en 2012 et 2013. Des facteurs persistants continuent de limiter l'ampleur de la reprise. Le pouvoir d'achat des ménages s'améliore certes, mais trop modestement pour conduire à une franche accélération de la consommation (+ 0,3 % en 2014) et à une reprise de l'investissement en logements neufs. Confrontées à une demande qui ne décolle pas, et avec un taux de marge qui se redresse mais reste bas, les entreprises ne sont pas enclines à investir fortement. Enfin, les exportations françaises ne profiteraient pas pleinement de l'accélération attendue du commerce mondial, pénalisées notamment par l'appréciation de l'euro.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 22 000 postes) comme au second semestre (+ 38 000) du fait des emplois aidés. Le taux de chômage augmenterait légèrement d'ici fin 2014.

Contexte international - Les économies avancées ralentissent ponctuellement

Les économies avancées ralentissent au premier trimestre 2014, principalement du fait de la contraction de l'économie américaine. Dans la zone euro, l'activité accélère en Allemagne et en Espagne mais cale en France et en Italie.

Les économies émergentes traversent toujours une zone de turbulences : les attaques monétaires ont cessé mais les resserments monétaires passés continueraient de peser sur l'activité. Leurs importations ne progresseraient que modérément d'ici la fin de l'année.

À l'inverse, les économies avancées retrouveraient de l'élan d'ici fin 2014. Aux États-Unis, l'activité rebondirait fortement. Au Royaume-Uni, la demande intérieure progresserait vigoureusement malgré un marché immobilier qui s'assagirait au second semestre. La zone euro, et notamment l'Espagne, retrouverait du tonus (+ 0,3 % par trimestre), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages. En revanche, la construction continuerait de peser négativement dans la zone, excepté en Allemagne.

Insee Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69 401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :
Pierre-Jean Chambard

ISSN : 1245-3412
@Insee 2013

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de juin 2014 « La croissance revient mais ne décolle pas »

[www.insee.fr/fr_rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture](http://www.insee.fr/fr_rubrique%20Th%C3%A8mes/conjoncture/analyse%20de%20la%20conjoncture)

